

Aménagement du territoire ou territoires à ménager ?

Pourquoi, en tant qu'éducateur, s'intéresser à l'aménagement du territoire ? Ne s'agit-il pas d'un dada de technocrates et d'experts, au vocabulaire pointu voire abscons ? Et pourtant ! Réfléchir collectivement à l'aménagement de notre territoire peut devenir un levier puissant de l'action éducative, un formidable chantier en construction. D'ailleurs, quoi qu'on en dise, nous nous sentons tous concernés, à des degrés divers : « *Ranger, déranger, se cacher : tout le monde le fait et ça dit déjà le territoire*, rappelle Hélène Ancion, d'Inter-Environnement Wallonie. *Matière vaste et complexe, l'aménagement du territoire est capable de passionner jusqu'au coup de sang les plus tièdes de nos concitoyens* ». Que diriez-vous, en effet, si nous touchions à votre paysage préféré, à votre rue ou à votre jardin ?

L'un des bénéfiques éducatifs majeurs de cette thématique : elle permet de croiser les questions de mobilité, de logement, de nature, d'énergie, de climat... Elle peut être abordée par la loupe spatiale, temporelle, humaine, économique, politique. L'aménagement du territoire, c'est de la systémique brute de décoffrage. C'est l'apprentissage d'une complexité qui éveillerait le plus endormi des sens critiques. C'est à la fois une réalité on ne peut plus terre-à-terre, tangible, interpellante, et un projet fondamentalement global, social et politique. Quel meilleur terreau pour l'éducateur à l'environnement ?

Redessiner son territoire, c'est avant tout le (re)découvrir, l'observer sous divers angles, s'ouvrir aux préoccupations de ses différents acteurs, et appréhender, de manière globale, les enjeux qui y sont liés. Histoire de ne pas l'observer qu'avec sa loupe d'intérêts personnels.

La forme spatiale d'un projet social

Aujourd'hui, notre espace est structuré pour répondre à différentes fonctions, correspondant à nos tranches de vie quotidienne : se loger, se déplacer, travailler, consommer, se divertir... Chaque zone a son affectation, avec des moyens de transport - majoritairement la voiture - pour les relier. C'est d'ailleurs elle, la bagnole, qui a dilaté l'espace depuis un demi-siècle. Ainsi, nous avons conçu des cités-dortoirs, déconnectées des bureaux, des industries, des commerces, etc. Effilochant progressivement le lien

social. Urbanisant les campagnes au détriment de villes jugées - parfois à tort - « trop chères », « trop polluées », « trop dangereuses » (*lire « Les Enjeux... » page de droite*).

Il est primordial de rediscuter notre territoire. Pour le redessiner. Et ainsi redéfinir notre projet de société. Car notre quartier, notre ville, notre région ne sont rien d'autre que la forme spatiale d'un projet social. « *L'aménagement du territoire est le dessin d'un dessin* », pour paraphraser Paul Blanquart¹. Questionnons-le ensemble, ne laissons pas les crayons dans les uniques mains de technocrates. Sinon gare à la normalisation. Celle d'une catégorie sociale qui impose au reste de la population sa vision de la société et de son fonctionnement.

Citoyens, à vos crayons !

Nous voulons tous passer moins de temps seul dans notre voiture, habiter dans un environnement agréable, proche du travail, d'un peu (ou beaucoup) de nature, des commerces et des services. Mais comment y parvenir collectivement ? En passant de l'individu client, consommateur et usager d'un espace, au citoyen critique, imaginaire et dynamique. En construisant de la puissance et de l'intelligence collectives, nourries des idées du chômeur autant que de celles du cadre, de la jeune mère célibataire ou de l'immigré retraité. Ici encore, l'éducateur à l'environnement a toute sa place. Pour éveiller, animer, outiller, relayer.

Mais rien de facile. Pour plusieurs raisons. Primo, « *même si on est face à un terrain vierge, la pensée, elle, ne l'est pas* ». Le standard de la maison 4 façades avec un grand jardin n'est pas « durable » (car il consomme plus d'espace, d'infrastructures, d'énergie, etc.). Mais il a la peau dure, dans toutes les couches sociales. Même si d'autres modèles existent, plus souhaitables, soutenables et agréables.

Deuzio, « *il faut pour cela dépasser le système actuel composé de marchés et de technocratie où l'acteur citoyen n'existe pas* », dit le sociologue. Le pari est que le tiercé « citoyens » (qui imaginent, habitent, utilisent...) - « associations » (qui outillent, coordonnent) - « élus » (qui décident), devienne un tiercé gagnant.

Un peu d'histoire et de géo

Enfin, « *une des difficultés souvent rencontrées dans*



des réflexions impliquant la population en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire est que les participants se situent dans "l'ici et maintenant", souligne Nicolas Brochet, d'Espace Environnement. Cette caractéristique de l'instant, qui peut mener au phénomène NIMBY (ndlr : littéralement « not in my backyard », traduisez « pas dans mon jardin »), doit alors être décodée pour mettre à profit l'ingénierie citoyenne. Il est en effet possible d'accompagner les habitants, de replacer leur "ici" sur une échelle spatiale qui dépasse la rue, le quartier; et de replacer le "maintenant" sur une échelle temporelle (dans laquelle il y a un avant et un après). »

Là aussi les acteurs de l'éducation ont leur rôle à jouer, dès l'école. Comme le fait remarquer Philippe Meirieu² : « Les enfants pourront alors y découvrir que la ville, au carrefour de l'espace et du temps, est à la fois construction de l'humanité et, pour chacun d'eux, occasion de construction de son humanité ».

Christophe DUBOIS

¹ Philosophe et sociologue, interrogé par Sabrina Costanzo dans la très intéressante revue Territoires, n°489, juin 2008.
² Rencontres nationales des classes de villes, Paris, 30 mai 2001, et repris dans « Entrées libres » n°43, novembre 2009 (téléchargeable sur www.segec.be/entrees-libres).

Les enjeux environnementaux et sociaux

Quels sont le présent et l'avenir de nos territoires ? En région bruxelloise, où la pression immobilière est de plus en plus forte, l'un des chantiers majeurs est de garantir l'accès à un logement à toutes les couches de la population (*lire article p.12*). Cela nécessite notamment d'investir massivement dans les logements sociaux et moyens. Tout en ne sacrifiant pas les espaces verts.

En région wallonne, la situation est toute autre. Les villes se vident au « profit » des campagnes. Si cela constitue, de fait, un profit pour les communes rurales, qui voient ainsi leurs recettes fiscales augmenter (plus d'habitants = plus de contribuables), cela n'en génère pas moins un coût social et écologique élevé. Car les villas qui poussent en ruban le long des routes, les zones d'activité économique et les villages résidentiels qui s'installent au milieu de terres agricoles, font peser un triple poids. Sur l'**environnement** : réduction des superficies agricoles ; perte de biodiversité et rupture du maillage écologique ; limitation de la perméabilité des sols (risques d'inondations) ; consommation accrue d'eau (et donc d'épuration) ; banalisation et dégradation des paysages ; augmentation de la pression automobile (donc de la consommation d'énergie fossile, de la pollution, des émissions de gaz à effets de serre) ; pollution sonore ; etc. Ensuite, l'urbanisation de nos villages est également lourde pour les **finances publiques** : multiplication des infrastructures et services (écoles, transports en commun...). Sans

oublier, enfin, l'impact sur la **vie villageoise**, de plus en plus coupée du monde agricole et des traditions, contrainte d'inventer de nouveaux liens sociaux (entre ruraux, néo-ruraux et usagers).

Que faire ?

Cet étalement urbain, qu'il convient donc de freiner, a été privilégié par une idolâtrie de « la vie à la campagne » et un fort attachement culturel au modèle de la maison individuelle quatre façades. Il conviendrait donc de proposer un autre rêve à nos concitoyens. Le rêve d'un territoire rural et urbain utilisant rationnellement l'espace, d'un espace enchanteur où l'on puisse loger, travailler, consommer, se détendre sans dépendre. Sans dépendre de notre voiture, des produits importés (vive la consommation et la production locales !), de l'épaisseur de notre portefeuille.

Pour exaucer ce rêve, il ne s'agira pas seulement de frotter très fort la lampe magique des solutions techniques. Il s'agira aussi de mettre en place de puissantes dynamiques éducatives et participatives. De donner à chacun de nous l'envie d'y mettre sa pierre, sans faire fi du passé et des contraintes. Car l'aménagement du territoire ne se décrète pas, il se construit.

Christophe DUBOIS

Source : Laurence Lambert, « Villages durables, pistes pour l'action locale », Etopia. Téléchargeable sur www.etopia.be

Imaginons demain...

Architecte et urbaniste militant, Luc Schuiten imagine les villes et campagnes de demain comme des écosystèmes vivants, dans lesquels les habitants ne seraient pas des consommateurs, mais bien des acteurs. Il nous livre sa vision prospective.

L'aménagement du territoire aujourd'hui, quels constats ?

La société actuelle s'organise dans un esprit de mondialisation. Nos constructions, nos architectures ont été standardisées pour en faire quelque chose d'identique partout sur la planète. On a balayé tout ce qui est lié à un sol, à un climat, à une culture... pour en faire des produits de consommation réduits à l'uniformité d'un goût, coupés de toute émotion, de toute sensibilité. De plus, notre société est de moins en moins autonome. Depuis 200 ans, le mouvement est celui de l'abandon de la campagne pour la ville. Alors qu'il y a encore 50 ans, tout continuait à fonctionner via les productions locales, aujourd'hui, notre autonomie énergétique et alimentaire est d'à peine 3 ou 4 jours. Alors qu'il faudrait réfléchir à un système de production et de consommation local, on va dans le sens contraire, en supprimant les bureaux de poste dans les villages, en regroupant les écoles, etc. Pour les raisons d'une économie, on assèche, on appauvrit, on simplifie...

Ville et campagne de demain, quelles perspectives, quels souhaits ?

Dans les perspectives futuristes que j'ai imaginées, la ville va arrêter de s'accroître parce qu'elle aura atteint une taille difficilement supportable. Il y aura un retour en campagne, car ce sera plus agréable et plus facile d'y vivre. Dans un avenir proche ou lointain, on devra relocaliser, retrouver des fonctionnements axés sur ce que le terroir produit, sur les valeurs culturelles et la spécificité d'une région. On sortira d'une société de consommation pour aller vers des sociétés où on travaillera moins, où on sera plus créatifs, où on aura du temps pour se nourrir soi-même, pour retrouver des valeurs essentielles. Grâce aux outils technologiques, le travail décentralisé pourra se propager. On conservera, bien entendu, des contacts humains directs, nécessaires et indispensables pour la qualité de la vie.

Le discours actuel en termes de politiques d'aménagement du territoire est pourtant celui de la recentralisation vers les villes, notamment pour des questions environnementales...

Ce n'est pas parce qu'on construit dans une zone rurale qu'il faut construire une maison 4 façades, on peut construire des maisons mitoyennes ou en tout cas regroupées. De plus, une maison 4 façades peut être une maison passive, qui a un bilan carbone de zéro. Ce mouvement actuel de tout regrouper dans la ville tient aussi de cette idée qu'il faut habiter près de son lieu de travail et près de l'école, pour des problèmes énergétiques évidents. C'est pour ça que je réfléchis et propose des solutions avec des regroupements dans des endroits un peu plus campagnards où le travail serait effectué à l'endroit où on habite. C'est pour ça aussi qu'il faut prévoir un réseau de transports en commun suffisamment dense et complet permettant tant aux citadins qu'aux campagnards de se déplacer sans avoir recours systématiquement à la voiture individuelle.

Vous prévoyez le retour à la campagne, alors que l'essentiel de votre travail est porté sur la ville.

Oui, parce que c'est là que le décalage est le plus flagrant, c'est là que le plus de gens vivent, et donc c'est d'abord là qu'il faut chercher des solutions. Et c'est en ville, plus encore qu'à la campagne, que l'homme doit rétablir un lien avec la nature, car l'homme est avant tout un être biologique, faisant partie d'un grand tout. C'est pour cette raison que je propose des cités inspirées de l'environnement naturel, dans une perspective positive d'un avenir durable.

Propos recueillis par Céline TERET

Découvrez les travaux de Luc Schuiten sur www.archiborescence.net et www.citevegetale.net

Lisez l'intégralité de l'interview sur Mondequibouge.be

Projet d'Aménagement des berges de la Vesdre à Verviers, réalisé par l'atelier d'Architecture Schuiten



© Luc Schuiten

Depuis près de quatre ans, Verviers et sa rivière, la Vesdre, sont menacées par l'implantation d'un centre commercial. Un projet immobilier, économiquement alléchant pour le promoteur multinational et les autorités communales, qui risque de compromettre l'avenir de la cité et pose question quant à ses répercussions sociales et environnementales. Des citoyens verviétois se mobilisent (interpellations, pétition, conférence, expos...) pour lutter contre ce projet démesuré. Ils ont fait appel à Luc Schuiten afin d'imaginer les berges de la Vesdre, telles que souhaitées par les Verviétois.

C.T.

Plus d'infos : Vesdre Avenir asbl - www.vesdre-avenir.be